



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SCAN UT-67 NS

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 16 AVR 2014

portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la carrière située
à Saint Nabor et à Ottrott en vue de la mise en sécurité préalable
à la cessation définitive d'exploitation de la carrière

Le Préfet de la région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-1, L.511-1, L.511-2, L.512-1 à L.512-6-1, L.514-6, R.511-9, R.512-28 à R.512-33, R.512-39, R.512-39-1 à R.512-39-3, R.514-3-1, R.515-1, R.516-1 à R.516-6 ;
- VU le code minier et notamment ses articles L.341-1, et L.342-1 à L.342-5 ;
- VU le code du travail ;
- VU le code de l'urbanisme ;
- VU le code de la défense ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996 ;
- VU le schéma départemental des carrières du Bas-Rhin approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2012 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme des communes d'Ottrott et de Saint Nabor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008 autorisant le SIVU des carrières d'Ottrott et de Saint Nabor à exploiter une carrière en vue de sa remise en état située à Ottrott et à Saint Nabor ;
- VU l'arrêté préfectoral du ~~16 AVR 2010~~ portant dérogation aux interdictions prévues au titre 1^{er} du livre IV du code de l'environnement et portant sur les spécimens d'espèces protégées ;
- VU la demande en date du 6 juin 2013, complétée en janvier 2014, par laquelle le SIVU a sollicité l'autorisation de prolonger l'exploitation et la durée de mise en sécurité et de remise en état de la carrière située à Saint Nabor et à Ottrott ;
- VU les plans et les documents joints à cette demande ;
- VU le dossier de demande de dérogations aux mesures de protection des espèces de faune et de flore protégées ;
- VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace du 4 février 2014 ;
- VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (formation spécialisée des carrières) en date du 20 février 2014 ;
- VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur ;

Le demandeur entendu ;

CONSIDERANT que l'exploitation d'une carrière et d'installations de traitement de matériaux de carrières relève du régime de l'autorisation ; que la carrière située à Ottrott et à Saint Nabor présente des risques géotechniques ; que la mise en sécurité du site n'est pas achevée ;

CONSIDERANT que le SIVU des carrières d'Ottrott et de Saint Nabor a demandé, dans les conditions fixées par l'article R.512-33 du code de l'environnement, la modification des conditions d'exploiter et de réaménager la carrière située à Ottrott et à Saint Nabor ; que la modification n'est pas substantielle ;

CONSIDERANT que, aux termes de l'article R.512-33 du code de l'environnement, le préfet, s'il estime que la modification n'est pas substantielle, fixe, s'il y a lieu, des prescriptions

CONSIDERANT que, aux termes de l'article R.512-33 du code de l'environnement, le préfet, s'il estime que la modification n'est pas substantielle, fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.513-31 ; qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'autorisation d'exploiter, en vue de sa remise en état, la carrière située à Saint Nabor et à Ottrott et les installations de traitement de matériaux associées, accordée au SIVU des carrières d'Ottrott et de Saint Nabor par arrêté préfectoral du 17 avril 2008, est prolongée jusqu'au 30 avril 2017 dans les conditions suivantes :

- les travaux d'abattage des matériaux prennent fin au plus tard le 30 juin 2016,
- les travaux de concassage des matériaux abattus prennent fin au plus tard le 31 décembre 2016,
- la remise en état et la mise en sécurité du site sont achevées au plus tard le 30 avril 2017.

Article 2 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008 susvisé relatif à la durée de l'autorisation, est supprimé.

Article 3 : L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008, relatif à la conformité aux plans et aux données techniques, est complété par la disposition suivante :

« La carrière, les autres installations, leurs équipements, leurs annexes, leurs dépendances et les installations connexes doivent être situées, implantées et exploitées conformément aux plans et aux données techniques contenus dans le dossier de demande de prolongation de délai et dans ses annexes, sauf dispositions contraires du présent arrêté. ».

Article 4 : L'article 8 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008 relatif à la mise à l'arrêt définitif d'une installation est remplacé par les dispositions suivantes :

«Article 8 – Mise à l'arrêt définitif d'une installation

Un an avant l'échéance de l'autorisation, ou au plus tard, six mois avant l'arrêt définitif des extractions si l'arrêt intervient avant l'échéance de l'autorisation, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un dossier sur la remise en état et sur la mise en sécurité définitives envisagées.

L'exploitant doit notifier au préfet la date de mise à l'arrêt définitif de la carrière **six mois** au moins avant celui-ci dans les conditions fixées par les articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement. L'exploitant adresse une copie de la notification et des pièces jointes à l'inspection des installations classées.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation et le traitement des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- le cas échéant, des interdictions ou des limitations d'accès au site,
- la suppression des risques liés aux sols éventuellement nécessaires,

- la suppression des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant joint à la notification les documents suivants :

- mise à jour du plan d'exploitation et des coupes,
- photographies du site,
- rapport géotechnique, réalisé par une entreprise extérieure, sur la stabilité des fronts de la carrière,
- mémoire sur l'état du site et sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Le dossier de cessation d'activité doit comporter en outre les documents suivants :

- plan parcellaire à jour,
- liste exhaustive des propriétaires des terrains,
- relevé des servitudes éventuelles,
- inventaire scientifique des habitats et des espèces de faune et de flore sauvages,
- cartographie des milieux correspondants ainsi qu'une localisation des espèces,
- descriptif des dispositions qui sont prévues pour assurer la pérennité des mesures de réduction des impacts et des mesures compensatoires fixées par l'arrêté préfectoral portant dérogation à l'interdiction de destruction, d'altération, de dégradation d'aires de repos ou de sites de reproductions d'espèces protégées.

Article 5 : L'article 12 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008 relatif aux distances de recul et à la protection des aménagements est remplacé par l'article 12 suivant :

« Article 12 – Distances de recul – Protection des aménagements – Risques géotechniques »

Dispositions générales

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette zone de dix mètres ne doit pas être exploitée.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Les fronts d'exploitation sont divisés en gradins. L'agencement des gradins doit tenir compte de la cohésion du massif et de la présence éventuelle de personnel au pied des fronts.

Les fronts ou les tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves.

Purge régulière des fronts d'exploitation

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire à la purge et à la rectification des fronts de la carrière.

Les fronts d'exploitation et les parois qui dominent les lieux de travail et les pistes doivent être régulièrement surveillés par un agent spécialement désigné à cet effet par l'exploitant et être purgés dès que cette surveillance en fait reconnaître la nécessité.

Ces opérations doivent être effectuées notamment avant toute reprise du travail en période de gel, de dégel ou de fortes pluies et avant toute reprise de l'activité après un arrêt prolongé.

Les mesures nécessaires doivent être prises pour que, pendant les opérations de purge, personne ne puisse stationner ou se déplacer dans la zone susceptible d'être atteinte par les blocs ou par les matériaux détachés.

Pistes

L'exploitation doit être conduite de manière à ce que les pistes soient les plus larges possible.

Les pistes utilisées par les engins de chantier ne doivent pas avoir une pente supérieure à 15 %. Les pistes utilisées par les véhicules routiers dont le poids total autorisé en charge dépasse 3,5 tonnes ne doivent pas avoir une pente supérieure à 10 %. Les pistes doivent être éloignées le plus possible du pied des parois et des talus qui les dominent.

Les pistes doivent être munies du côté du bord supérieur du talus ou de la paroi d'un dispositif difficilement franchissable par un véhicule qui circule à vitesse normale et dont la hauteur minimale est égale au rayon des plus grandes roues des véhicules qui circulent sur les pistes.

Banquettes

Une banquette (risberme) doit être aménagée au pied de chaque gradin. La banquette comprend la distance entre le bord d'une piste et le bord supérieur d'un talus ou d'une paroi que la piste domine.

La largeur des banquettes est fixée par l'exploitant en fonction de l'évaluation des risques prévue dans le document unique établi en application du code du travail. L'exploitant prend notamment en compte la stabilité des fronts, le risque de chute de blocs à partir du gradin supérieur et de chute des engins sur le gradin inférieur. La largeur des banquettes doit être et doit rester au minimum de cinq mètres..

Cette distance doit être augmentée autant que l'exige la stabilité des terrains. »

Hauteur des fronts – Pentes des talus

La hauteur maximale des fronts est fixée à 15 mètres.

La hauteur maximale des fronts est diminuée, la largeur des banquettes est augmentée, si nécessaire, pour garantir la stabilité des talus.

Fronts définitifs

Les fronts d'exploitation définitifs doivent faire l'objet :

- de purge et de talutage selon un angle compatible avec leurs caractéristiques mécaniques et, le cas échéant, d'un remblaiement avec les stériles d'exploitation,
- de suppression des éventuels surplombs,
- de couverture partielle des remblais par des terres non polluées.

Les fronts doivent être écrêtés et façonnés pour favoriser la reprise d'une végétation naturelle autour de l'excavation. ».

Article 6 : L'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008 relatif aux mesures relatives aux espèces protégées est supprimé.

Article 7 : Le deuxième alinéa de l'article 14.4 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008, relatif au transport par route et par voie ferrée, est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'évacuation des matériaux hors du site de la carrière s'effectue exclusivement par route. ».

Article 8 : L'article 16 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008, relatif à la mise à jour du plan d'exploitation est remplacé par l'article 16 suivant :

« Article 16 : Mise à jour du plan d'exploitation »

Les plans et les coupes sont mis à jour au moins une fois par semestre. Le plan doit comporter toutes les informations énumérées à l'article 15. Plusieurs plans peuvent être établis. Ces plans ont alors la même échelle.

Les plans et les coupes doivent être transmis à l'inspection des installations classées tous les ans, avant le 31 mars de l'année suivante. L'inspection des installations classées peut demander des exemplaires supplémentaires des plans et des coupes.

Les plans et les coupes sont également mis à jour au moment de la notification de cessation d'activité.

Les plans sont dressés et les coupes sont établies par un géomètre-expert.

Les plans et les coupes sont conservés sur le site et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. ».

Article 9 : L'article 17 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008 relatif à la communication du plan est supprimé.

Article 10 : L'article 18 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008 relatif au bilan de l'avancement des travaux est remplacé par l'article 18 suivant :

« Article 18 – Bilan de l'avancement des travaux

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, avant le 31 mars de l'année suivante, un bilan de l'année qui porte sur :

- les volumes abattus, traités, mis en remblais (confection des merlons...) et évacués du site,
- la situation par secteur, des travaux réalisés et qu'il reste à effectuer,
- l'analyse de l'avancement des travaux,
- les difficultés rencontrées pour l'extraction, le traitement, la mise en sécurité, la remise en état et l'évacuation des matériaux. ».

Article 11 : L'article 31 et les articles 31.1 à 31.3 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2008, relatifs aux garanties financières, sont remplacés par l'article 31 suivant :

« Article 31 : Garanties financières

Objet des garanties financières

Les garanties financières sont destinées à assurer le maintien en sécurité de la carrière et des autres installations associées et la remise en état des lieux après fermeture. Elles sont constituées en vue de garantir au préfet le paiement, en cas de défaillance de l'exploitant, des dépenses liées à la remise en état du site après exploitation. Les garanties ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations.

Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance.

Le préfet peut imposer la constitution ou la révision des garanties financières si les capacités techniques et financières ne sont plus susceptibles de permettre de satisfaire aux obligations de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

Mise en œuvre des garanties financières

Le préfet met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution des prescriptions du présent arrêté relatives aux opérations de remise en état du site, après intervention des mesures de consignation prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Montant des garanties financières

Le montant des garanties permet d'assurer la remise en état maximale pendant chaque période. Le montant des garanties est fixé à 575 211 €.

Le montant des garanties doit inclure la TVA. Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est 0,196.

Établissement et renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse à la préfecture du Bas-Rhin, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'original d'un acte de cautionnement solidaire conforme au modèle qui figure en annexe à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé. L'exploitant adresse une copie de cet acte à l'inspection des installations classées.

L'exploitant adresse à la préfecture l'original du document qui établit le renouvellement des garanties financières, **au moins six mois avant leur échéance**, dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé. Avec ce document, l'exploitant transmet un bilan de fonctionnement des installations et un bilan de l'état d'avancement de la remise en état du site. Il adresse une copie du document et des bilans à l'inspection des installations classées.

Actualisation des garanties financières

Les garanties financières sont actualisées en fonction du dernier indice TP01 connu à la date de la constitution des actes de cautionnement.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé par l'exploitant dans les six mois qui suivent l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Modification des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation qui conduit à une augmentation des coûts de remise en état du site ou à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution préalable de nouvelles garanties financières. Les modifications sont portées à la connaissance de la préfecture et de l'inspection des installations classées.

Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de fournir des garanties financières ne peut être levée qu'après la mise à l'arrêt de l'exploitation et qu'après la remise en état définitive, conformément aux prescriptions des articles R.512-31, R.516-5 et R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement.

La garantie ne peut être levée qu'après constat, par un inspecteur des installations classées, de la remise en état du site dans les conditions fixées par l'article R.512-39-3.III du code de l'environnement.

Lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières.

Manquement à l'obligation de garanties financières

Le manquement à l'obligation de garanties est constaté par un procès-verbal établi par un inspecteur des installations classées ou par un expert nommé par le ministre chargé des installations classées. Copie du procès-verbal est remise à l'exploitant de l'installation. ».

Article 12 : En vue de l'information des tiers, les mesures de publicité prévues à l'article R.512-39 du code de l'environnement sont mises en œuvre.

Article 13 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;
 - dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté,
 - ou, lorsque la mise en service des installations n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service,
- par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 14 : Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, les Maires de Saint Nabor et d'Ottrott, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au Syndicat intercommunal à vocation unique des Carrières d'Ottrott et de Saint Nabor et à la société Gravières et Matériaux Rhénans.

A Strasbourg, le 16 AVR 2014

Le Préfet,

P. le Préfet
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET